

Conférence internationale *Approches de gouvernance multiniveaux pour renforcer* *la résilience démocratique et consolider la confiance du public* **CONCLUSIONS**

29 avril 2026, Chişinău, République de Moldova

Contexte

Dans la Déclaration de Reykjavík intitulée « Unis autour de nos valeurs », les chefs d'État et de gouvernement du Conseil de l'Europe se sont fermement engagés à « garantir et renforcer la démocratie et la bonne gouvernance à tous les niveaux à travers l'Europe », soulignant le rôle essentiel de la gouvernance à plusieurs niveaux dans la réalisation de ces objectifs, et ont adopté les Principes de Reykjavík pour la démocratie.

La présente conférence, organisée sous la présidence de la République de Moldova au Comité des Ministres du Conseil de l'Europe, s'appuie sur les Paramètres pour l'application et la mise en œuvre des Principes de Reykjavík pour la démocratie, s'inscrit dans le prolongement des conclusions de la Conférence sur la gouvernance à plusieurs niveaux qui s'est tenue à Gozo, en juin 2025 à Malte, et constitue une contribution au Nouveau pacte démocratique pour l'Europe.

Principales conclusions de la conférence

Dans un contexte mondial marqué par un recul de la démocratie et une perte de confiance des citoyens dans les institutions démocratiques, les participants à la conférence ont réaffirmé qu'une gouvernance à plusieurs niveaux efficace, fondée sur la coopération, la participation et la responsabilité, est essentielle pour garantir que les institutions démocratiques répondent aux besoins de tous.

Les expériences et les pratiques en matière de réformes de l'administration territoriale et de la gouvernance à plusieurs niveaux, partagées lors de la conférence, ont souligné que de telles réformes peuvent contribuer à renforcer la résilience démocratique, à développer la confiance du public dans les institutions, à consolider la démocratie locale et à améliorer la prestation de services aux citoyens.

La conception et la mise en œuvre de ces réformes ont pris différentes formes et ont été adoptées à des rythmes différents dans les États membres – il n'existe pas d'approche unique.

Les normes du Conseil de l'Europe, telles que la Charte européenne de l'autonomie locale et les 12 principes de bonne gouvernance démocratique, devraient guider la préparation des réformes.

Les paramètres à venir pour l'application et la mise en œuvre des Principes de Reykjavik pour la démocratie peuvent aider les États membres à identifier leurs points forts et à améliorer leurs réponses aux vulnérabilités potentielles dans la préparation et la mise en œuvre des réformes de la gouvernance démocratique.

Cette initiative est une contribution au

Nouveau Pacte Démocratique pour l'Europe



Principaux enseignements tirés des discussions en plénière et en groupes de travail

1. Une coordination et une coopération efficaces entre les acteurs de la gouvernance multiniveaux contribuent à :

- Assurer la complémentarité des actions à tous les niveaux de gouvernance ;
- Améliorer la cohérence des politiques et l'efficacité de la gouvernance ;
- Accroître l'efficacité et l'accessibilité des prestations de services ;
- Instaurer un climat de confiance entre les pouvoirs publics, les citoyens et les organisations de la société civile.

Ces cadres de coopération doivent être souples, mais définir clairement les rôles et les responsabilités.

2. La consolidation et la fusion territoriales peuvent renforcer la démocratie locale sans porter atteinte à l'identité locale :

- Mettre en place une élaboration des politiques centrée sur les besoins et les attentes légitimes des citoyens ;
- Veiller à ce que les autorités locales bénéficient d'économies d'échelle pour accroître les opportunités d'investissement et améliorer les infrastructures et les services ;
- La promotion de services partagés et l'augmentation des ressources peuvent contribuer à une gouvernance démocratique réactive et résiliente ;
- La coopération intercommunale et interrégionale peut remédier aux contraintes de capacité, optimiser les ressources et garantir un accès équitable à des services publics de haute qualité.

3. L'implication des citoyens dans le processus est essentielle à la pérennité des réformes :

- Réunir les parties prenantes locales et les impliquer dans la prise de décision et la mise en œuvre des politiques renforce la confiance et garantit une prestation de services centrée sur les citoyens ;
- Le renforcement de la transparence, de la responsabilité et de la réactivité dans la prise de décision publique sont des éléments essentiels d'une bonne gouvernance démocratique ;
- L'éducation des citoyens et la diffusion de messages ciblés contribuent à impliquer divers groupes de citoyens, à améliorer la boucle de rétroaction, à instaurer la confiance et à promouvoir la transparence.

Actions prioritaires

Afin de donner suite à ces conclusions, la Conférence a souligné la nécessité de :

- Encourager les États membres à utiliser les paramètres pour l'application et la mise en œuvre des Principes de Reykjavík pour la démocratie ;
- Favoriser de nouvelles formes de pratique démocratique – processus délibératifs, coopération en matière de gouvernance à plusieurs niveaux et échanges entre pairs – en tant qu'instruments permettant de rétablir la confiance, de prévenir la lassitude institutionnelle et de répondre à l'évolution des attentes démocratiques ;
- Renforcer les capacités institutionnelles à tous les niveaux de gouvernance par un soutien ciblé, l'apprentissage entre pairs et l'assistance technique ;
- Veiller à ce que les transferts de compétences entre les niveaux de gouvernance s'accompagnent de ressources administratives, financières et humaines adéquates ;
- Soutenir la poursuite des échanges de bonnes pratiques et de la coopération multilatérale entre les États membres et les parties prenantes concernées.

